



FÉVRIER
2022

Le choc de la réalité

La coalition feu tricolore dans la crise russo-ukrainienne

Éric-André MARTIN



Comité d'études
des relations
franco-allemandes
(Cerfa)

L’Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d’information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l’Ifri est une association reconnue d’utilité publique (loi de 1901). Il n’est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L’Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l’échelle internationale.

Les activités de recherche et de publication du *Comité d’études des relations franco-allemandes* – [Cerfa](#) – bénéficient du soutien du Centre d’analyse de prévision et de stratégie du ministère de l’Europe et des Affaires étrangères et du Frankreich-Referat de l’Auswärtiges Amt.



Les opinions exprimées dans ce texte n’engagent que la responsabilité de l’auteur.

ISBN : 979-10-373-0495-7

© Tous droits réservés, Ifri, 2022

Couverture : Le chancelier allemand Olaf Scholz rencontre Vladimir Poutine, Moscou, 15 février 2022 © EyePress News/Shutterstock.com

Comment citer cette publication :

Éric-André Martin, « Le choc de la réalité : la coalition feu tricolore dans la crise russo-ukrainienne », *Notes du Cerfa*, n° 167, Ifri, février 2022.

Ifri

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : accueil@ifri.org

Site internet : ifri.org

Notes du Cerfa

Publiée depuis 2003 à un rythme mensuel, cette collection est consacrée à l'analyse de l'évolution politique, économique et sociale de l'Allemagne contemporaine : politique étrangère, politique intérieure, politique économique et questions de société. Les *Notes du Cerfa* sont des textes concis à caractère scientifique et de nature *policy oriented*. À l'instar des *Visions franco-allemandes*, les *Notes du Cerfa* sont accessibles sur le site de l'Ifri, où elles peuvent être consultées et téléchargées gratuitement.

Le Cerfa

Le [Comité d'études des relations franco-allemandes \(Cerfa\)](#) a été créé en 1954 par un accord gouvernemental entre la République fédérale d'Allemagne et la France. Il bénéficie d'un financement paritaire assuré par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et l'*Auswärtiges Amt*. Le Cerfa a pour mission d'analyser l'état des relations franco-allemandes sur le plan politique, économique et international ; de mettre en lumière les questions et les problèmes concrets que posent ces relations à l'échelle gouvernementale ; de présenter des propositions et des suggestions pratiques pour approfondir et harmoniser les relations entre les deux pays. Cette mission se traduit par l'organisation régulière de rencontres et de séminaires réunissant hauts fonctionnaires, experts et journalistes, ainsi que par des travaux de recherche menés dans des domaines d'intérêt commun.

Éric-André Martin est Secrétaire général du Cerfa et dirige avec Paul Maurice et Marie Krpata, chercheurs, et Hans Stark, conseiller pour les relations franco-allemandes, les publications du Cerfa. Catherine Naiker est assistante au sein du Cerfa.

Auteur

Éric-André Martin est secrétaire général du Comité d'études des relations franco-allemandes (Cerfa) à l'Ifri. Il contribue aux travaux de recherche de l'Ifri en analysant les évolutions politiques en Allemagne, la relation franco-allemande, les débats européens dans les États membres et les grands débats de la politique extérieure de l'Union européenne. Il est également en charge de l'initiative sur la gouvernance spatiale de l'Ifri.

Résumé

La crise russo-ukrainienne agit comme un test pour éprouver à la fois la cohésion de la nouvelle coalition feu tricolore, l'autorité du chancelier Scholz et la capacité d'adaptation de la politique étrangère allemande post-Merkel. Les premières décisions prises par le gouvernement allemand, que ce soit le refus d'exporter des armes en Ukraine ou les ambiguïtés sur le gazoduc Nord Stream 2, ont été jugées sévèrement à l'étranger, notamment en Europe centrale et aux États-Unis.

Au-delà des maladroites de communication et des questions de personnes, les fondements de la position allemande à l'égard de la Russie reposent sur d'autres considérations, beaucoup plus profondes. Des considérations économiques, d'équilibre politique dans le monde, mais aussi liées à l'histoire complexe des relations germano-russes. Plus qu'un conflit opposant la Russie à l'Ukraine, cette crise illustre l'érosion de la règle au profit de la force dans les relations internationales. Cela renvoie l'Allemagne à des décisions fondamentales, trop longtemps différées : la question de la valorisation et de l'adaptation de son outil militaire d'abord pour renforcer les options à la disposition du gouvernement allemand, mais aussi sa posture diplomatique. La nécessité de traiter les implications géoéconomiques de ses relations commerciales et d'investissement dans le monde en particulier vis-à-vis de la Russie et de la Chine. C'est un moment délicat pour un pays qui engage son économie dans une transition énergétique sans précédent, tout en dépendant du gaz russe comme énergie de transition, alors même que ses grandes entreprises ont misé sur la Chine pour assurer leur développement. *In fine* la question est de savoir comment l'Allemagne saura concilier ses spécificités, ses inhibitions, et son ambition économique-technologique pour rester un leader responsable, faisant preuve de retenue, guidé en premier lieu par ses instincts européens, et sur quels partenaires elle pourra s'appuyer pour y parvenir.

Executive Summary

The Russian-Ukrainian crisis puts to the test the cohesion of the new traffic light coalition, the authority of Chancellor Scholz and the ambition to adapt the post-Merkel German foreign policy. The first decisions taken by the German government, by refusing to export arms to Ukraine or the ambiguities displayed on the Nord Stream 2 gas pipeline, were judged severely abroad, particularly in Central Europe and the United States.

Beyond the communication failures and the personal dimension behind these decisions, the German position regarding Russia is based on much deeper and longstanding considerations. Economic interests, a strong focus on keeping a political balance in Europe, and the complex history of German-Russian relations over time. More than a conflict between Russia and Ukraine, this crisis illustrates the erosion of a regulation by the rule in favor of a regulation by force in international relations. This confronts Germany to fundamental decisions, which have been deferred so far: the question of enhancing and adapting its military capabilities, first to strengthen the options available to the German government, but also its diplomatic posture. The need to address the geo-economic implications of its global trade and investment relationships particularly vis-à-vis Russia and China. This is a delicate moment for a country which is engaging its economy into an unprecedented energy transition, while depending on Russian gas as bridging solution, whereas its large companies have relied on the Chinese markets to ensure their development. Ultimately, the question is how Germany will be able to reconcile its specificities, its inhibitions, and its economic and technological ambition, to remain a responsible leader, guided primarily by a culture of restraint and its European instincts, and which partners it will rely upon.

Sommaire

INTRODUCTION	7
PAS D'ÉTAT DE GRÂCE POUR LA COALITION FEU TRICOLERE	8
REDÉFINIR LA RELATION AVEC LA RUSSIE, MAIS JUSQU'OU ?.....	13
QUELS ENSEIGNEMENTS POUR LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE ALLEMANDE ?.....	16
LE PRIX DE L'INDÉPENDANCE	19
L'ALLEMAGNE, PUISSANCE GÉOÉCONOMIQUE MALGRÉ ELLE ?	22
CONCLUSION	24

Introduction

La crise russo-ukrainienne constitue un triple test pour la coalition feu tricolore : un test de cohésion interne pour les trois partis composant le nouveau gouvernement fédéral (sociaux-démocrates, verts et libéraux-démocrates) ainsi que de l'autorité du chancelier Scholz ; un test de la capacité de réaction de la politique étrangère allemande, pour prévenir le risque d'escalade militaire en Europe et sur le choix des moyens à employer ; un test de la solidarité atlantique et européenne enfin, pour résister au jeu diplomatique très habile du Kremlin.

Au regard des leviers économiques et politiques dont elle dispose, l'Allemagne se positionne comme un acteur incontournable. À travers les réticences et les hésitations dont elle fait preuve, elle nous rappelle aussi que, consciente de son histoire, elle occupe une place particulière dans le camp occidental, et qu'il faut en tenir compte. La question est de savoir quelles leçons les responsables allemands vont tirer de cette expérience, en revisitant l'héritage diplomatique de l'ère Merkel, pour l'adapter au durcissement de la compétition de puissance. Les décisions qui seront prises auront valeur de test de la volonté et de la capacité de l'Allemagne d'adapter sa politique étrangère et de sécurité dans son ensemble.

Le durcissement du contexte international souligne la dépendance de l'Allemagne vis-à-vis du gaz et de fournisseurs étrangers, principalement la Russie. Cela conduit à s'interroger sur la capacité de la coalition à mener son projet volontariste¹, centré sur la lutte contre le changement climatique, au rythme fixé et dans les conditions prévues.

1. « Oser plus de progrès », contrat de coalition 2021-2025 entre le Parti social-démocrate d'Allemagne (SPD), le Parti libéral-démocrate (FDP) et les Verts, décembre 2021.

Pas d'état de grâce pour la coalition feu tricolore

Lors de sa rencontre avec son homologue russe à Moscou, Annalena Baerbock, la ministre allemande des Affaires étrangères a relevé qu'au cours des dernières semaines, plus de 100 000 soldats russes s'étaient massés « sans raison valable aux frontières de l'Ukraine et qu'il était difficile de ne pas considérer cela comme une menace² ».

De fait, l'attitude de la Russie plonge le nouveau gouvernement allemand dans une réalité marquée par les jeux de puissance et la géopolitique à travers leurs manifestations les plus brutales : l'emploi de la force militaire, la création de sphères d'influence, le recours à des moyens de guerre hybride... Cette réalité se manifeste à travers trois questions très concrètes, sur lesquelles le nouveau gouvernement allemand envoie des signaux contradictoires.

Refus allemand d'exportations d'armement vers l'Ukraine. Plusieurs pays européens, dont l'Allemagne, ont été sollicités pour livrer des armes à l'Ukraine. Le Royaume-Uni, les Pays-Bas, la Pologne ou l'Estonie ont répondu favorablement à ces demandes. Dans le cas de l'Estonie, il s'agissait de réexporter vers l'Ukraine des armes achetées à l'Allemagne, laquelle a refusé d'accorder son autorisation à ce transfert. Berlin, fidèle à sa politique de non-exportation vers des zones de crise, a maintenu sa position dans le cas de l'Ukraine. La ministre de la Défense, Christine Lambrecht, a déclaré qu'il y avait un consensus au sein du gouvernement allemand pour considérer que la livraison d'armes à l'Ukraine serait inappropriée au regard des tensions actuelles. La ministre des Affaires étrangères a justifié cette décision au nom de l'histoire allemande. Berlin ne pouvait envisager que des armes allemandes soient employées contre des Russes.

Cette décision a été interprétée comme un signe de l'incapacité du gouvernement allemand à porter secours à un pays ami soit par complaisance à l'égard de la Russie soit en raison du manque de leadership du nouveau chancelier³.

S'agissant du refus d'exporter des armes en Ukraine, même si l'exportation d'armes vers des zones de conflit n'est pas dans la tradition de la politique étrangère allemande, l'Allemagne a su se montrer flexible, en

2. « Baerbock verlangt von Russland Einhaltung grundlegender Regeln », *Zeit Online*, 18 janvier 2022.

3. M. R. Gordon et B. Pancevski, « Germany Blocks NATO Ally from Transferring Weapons to Ukraine », *Wall Street Journal*, 21 janvier 2022.

fournissant par exemple des armes pour soutenir les Kurdes, qui combattait l'État islamique en Syrie⁴. Mais comme le relève Herfried Münkler, en invoquant la morale et l'histoire pour justifier sa position dans la crise russo-ukrainienne, le gouvernement allemand trahit en réalité une absence de maturité géopolitique⁵.

Pour les États-Unis et de nombreux pays européens, le projet de gazoduc Nord Stream 2 constitue un élément incontournable d'un régime de sanctions en cas d'agression militaire russe contre l'Ukraine, afin d'exercer une pression maximale contre Moscou.

Les difficultés à rallier le chancelier Scholz à cette idée ainsi que les arguments évoqués ont été un sujet d'incompréhension⁶, sinon d'inquiétude pour ses partenaires américains et ukrainiens. Ce qui s'est traduit par une discrète entrevue entre le chancelier Scholz et le directeur de la Central Intelligence Agency (CIA), William Burns, en amont de l'entrevue avec le Secrétaire d'État Anthony Blinken, pour rallier les alliés à la nécessité d'une réponse ferme à la Russie⁷.

La crise russo-ukrainienne jette un nouvel éclairage sur ce projet, en soulignant combien il limite désormais les options de Berlin à travers trois aspects :

- Son caractère profondément ambivalent, tout d'abord. L'argument selon lequel il s'agirait d'un projet entièrement privé⁸ n'est plus acceptable par une large partie de l'opinion allemande et est souvent perçu à l'étranger comme le signe d'une duplicité allemande. Les autorités à Kiev considèrent ensuite le transit du gaz russe à travers leur territoire comme une forme d'assurance-vie face à Moscou. Dans une tribune récente⁹, des spécialistes des questions de défense et du monde russe ont porté un jugement sévère sur la politique allemande à l'égard de la Russie, en considérant que la mise en service de Nord Stream 1 fut « un désastre », en ouvrant la voie à l'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2014. La mise en œuvre de Nord Stream 2 « reviendrait à priver l'Ukraine du dernier levier économique dont elle dispose vis-à-vis de la Russie¹⁰ ».

4. P. Shankar, « Ukraine Crisis: Why Is Germany Out of Step with the US, Europe? », *Aljazeera*, 31 janvier 2022, disponible sur : www.aljazeera.com.

5. H. Münkler, « Deutsche Sonderwege », *Zeit Online*, 29 janvier 2022.

6. B. Ulrich, « Die Russlandobsession der Sozialdemokraten », *Zeit Online*, 18 janvier 2022.

7. B. Pancevski et W. Mauldin, « CIA Chief Made Secret Visit to Europe ahead of Blinken's Trip », *Wall Street Journal*, 20 janvier 2022.

8. K. Westphal, M. Pastukhova et J. M. Pepe, « Nord Stream 2: Leverage Against Russia? », SWP Point of View (blog), septembre 2020, disponible sur : www.swp-berlin.org.

9. « Experten fordern Korrektur deutscher Russlandpolitik », *Zeit online*, 14 janvier 2022.

10. Voir aussi l'analyse d'Andreas Umland, « Germany's Russia Policy in Light of the Ukraine Conflict: Interdependence Theory and Ostpolitik », *Orbis*, janvier 2022.

- Le risque géoéconomique créé par la dépendance allemande au gaz russe, qu'a reconnu le Ministre allemand de l'Économie :

« Géopolitiquement, Nord Stream 2 augmente non seulement la dépendance vis-à-vis du gaz russe, mais aussi la concentration sur une voie d'approvisionnement vulnérable. Ces dernières semaines et le conflit dans l'est de l'Ukraine ont accru notre inquiétude quant au fait que la Russie utilisera également ses approvisionnements en gaz contre les intérêts allemands. »¹¹

L'Allemagne est en effet le plus gros acheteur de gaz russe, avec 55 % de ses importations contre une moyenne de 40 % pour l'Union européenne (UE)¹². Mais surtout, depuis l'annexion de la Crimée en 2014, elle n'a pas cherché à diversifier ses approvisionnements, en recourant notamment au gaz naturel liquéfié (GNL), ce qui lui lie les mains au moment où elle renonce de surcroît au nucléaire et au charbon pour la production d'électricité.

- La relation avec l'administration Biden enfin : celle-ci a fait le pari qu'en réparant les dommages causés par l'administration Trump dans sa relation avec l'Allemagne, ce geste serait payé en retour pour affronter la compétition technologique avec la Chine ou en cas de crise avec Moscou. La levée des sanctions sur Nord Stream 2 en mai 2021 constituait un gage de bonne volonté de la part de l'administration Biden, afin

« de reconstruire les relations avec nos alliés et partenaires en Europe. Bien que nous ne soyons pas toujours d'accord, nos alliances restent solides et notre position est conforme à notre engagement de renforcer nos relations transatlantiques dans un souci de sécurité nationale. »¹³

Dans les faits, cette levée des sanctions ouvrait la voie à la finalisation du gazoduc, et sa mise en service en 2022 en dépit de l'opposition des Républicains¹⁴. Les atermoiements allemands sur North Stream 2 compliquent à la fois les efforts de réconciliation de l'administration Biden en direction de Berlin et son projet de rassembler autour d'elle la communauté des démocraties¹⁵.

Un débat s'engage sur la « fiabilité » de la politique étrangère de la nouvelle coalition. Cette crise comporte une triple dimension : un test de l'autorité du nouveau chancelier, qui est jugé par comparaison avec

11. Habeck will deutsche Abhängigkeit von russischem Gas verringern, *Zeit Online*, disponible sur : www.zeit.de.

12. B. Pancevski et G. Kantchev, « Germany's Reliance on Russian Gas Limits Europe's Options in Ukraine Crisis », *Wall Street Journal*, 23 janvier 2022.

13. A. J. Blinken, « Nord Stream 2 and European Energy Security », *Press Statement*, 19 mai 2021.

14. M. Stanley, « Senate Barely Beats Back Ted Cruz's Nord Stream 2 Sanctions Bill », *Responsible statecraft*, 13 janvier 2022, disponible sur : <https://responsiblestatecraft.org>.

15. R. Gramer, « Showdown at the North Stream Corral », *Foreign Policy*, 13 janvier 2022.

Angela Merkel ; un baptême du feu pour une nouvelle génération de responsables, peu préparés à ce type de situation ; un test de la crédibilité de la nouvelle coalition à mettre en œuvre une politique étrangère plus assertive face aux régimes autoritaires.

Le chancelier Scholz a beaucoup hésité avant d'admettre sur le principe, que le gazoduc Nord Stream 2 constituait un instrument de sanction possible¹⁶. Il a annoncé l'arrêt de la procédure de certification du gazoduc, après que le président russe ait reconnu l'indépendance des républiques séparatistes du Donbass¹⁷.

Les risques de tension entre les partis formant la coalition tricolore d'une part et les directions des partis et leur base (surtout chez les Verts) d'autre part sont réels et expliquent en partie la prudence du chancelier Scholz. Il est vrai que la nature de cette crise percute les référentiels d'une large part de la classe politique allemande à travers deux aspects : tout d'abord l'attachement indéfectible de la part de certains milieux politiques, notamment chez les sociaux-démocrates, au maintien d'une relation étroite avec la Russie, sous la forme d'un dialogue entre les sociétés civiles ainsi que d'une solide relation commerciale. Cette approche fait débat en Allemagne, face à une Russie qui chercherait à perpétuer la dépendance vis-à-vis des énergies fossiles ainsi que la militarisation de la politique internationale¹⁸. Les prises de position remarquables de certains ténors sociaux-démocrates, comme l'ancien chancelier Gerhard Schroeder ou Manuela Schwesig, la ministre-présidente du *Land* de Mecklembourg-Poméranie antérieure compliquent la tâche du gouvernement¹⁹. Par ailleurs, la relève d'Angela Merkel et d'une partie de son équipe²⁰ marque aussi l'arrivée aux affaires de la génération des *Millennials* : parmi les trois groupes parlementaires formant la nouvelle coalition, 40 % des députés sont nés en 1981 ou après. Il ne s'agit pas d'une question d'âge mais de référentiel : car cette génération a grandi dans le monde de l'après-guerre froide²¹, marquée par le pacifisme et pour qui l'ordre international tend à marginaliser la force militaire au profit des relations économiques et de la régulation par le droit²².

16. « Scholz will zu Putin nach Moskau reisen », *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 3 février 2022.

17. « Bundesregierung stoppt Zertifizierung von North Stream 2 », *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 22 février 2022.

18. B. Ulrich, « Die Russlandobsession der Sozialdemokraten », *Zeit Online*, 18 janvier 2022.

19. D. Delhaes, D. Neuerer et C. Rickens, « Dialog statt Sanktionen – Die deutsche politische Elite und ihre Putin Versteher », *Handelsblatt*, 21 janvier 2022.

20. Plusieurs personnalités éminentes de l'ancien gouvernement, comme Annegret Kramp Karrenbauer, ministre de la Défense ou encore Peter Altmaier, ministre de l'Économie, se sont retirées de la vie politique.

21. U. Franke, « Die Härten der Welt sind nichts für Softies », *ZeitOnline*, 15 janvier 2022, disponible sur : www.zeit.de.

22. U. Franke, « Germany Isn't Turning Its Back on NATO. It Only Looks That Way », *The Washington Post*, 31 janvier 2022.

Mais cette explication générationnelle et politique n'est toutefois pas suffisante. Car force est de constater que non seulement les partis de la coalition, mais aussi le nouveau chef du parti de l'Union chrétienne-démocrate (CDU), Friedrich Merz, et le chef de l'Union chrétienne-sociale (CSU), Markus Söder, se sont prononcés contre la mise en place des sanctions économiques les plus fortes contre Moscou. Ce large consensus politique signifie donc qu'au-delà des maladresses de communication et des questions de personnes liées à la coalition au pouvoir, les fondements de la position allemande à l'égard de la Russie reposent sur d'autres considérations, beaucoup plus profondes. Des considérations économiques, d'équilibre politique dans le monde, mais aussi liées à l'histoire complexe des relations germano-russes.

Redéfinir la relation avec la Russie, mais jusqu'où ?

À la faveur de cette crise, certains analystes exigent une révision de la relation germano-russe dans son ensemble, et dénoncent l'inefficacité de l'approche actuelle : « La politique à l'égard de la Russie ne doit plus être basée sur l'apaisement, la volonté de minimiser la portée des actes et des sanctions symboliques²³. »

Pour autant, la situation actuelle, ne doit pas occulter l'évolution de la position allemande vis-à-vis de la Russie depuis l'annexion de la Crimée par Moscou en 2014.

Cette date marque une rupture, car Berlin fit alors le constat que la Russie avait franchi une ligne rouge : « en annexant la Crimée et en déstabilisant l'Ukraine, la Russie a rompu avec l'ordre international de l'après-guerre, au sein duquel ma génération a grandi²⁴ ».

L'Allemagne a ainsi mené aux côtés de la France une action résolue pour le règlement de la crise militaire et politique. L'accord de Minsk, négocié en février 2015, a mis fin aux hostilités ouvertes et permis de maintenir le conflit sous contrôle. Ce faisant l'Allemagne toujours voulu mener une politique équilibrée, qui renvoie à deux constantes de sa politique étrangère : agir en veillant à préserver un équilibre européen et conjurer l'idée d'une voie particulière.

« Mais je dis aussi que l'Allemagne ne suit pas de voie particulière en ce qui concerne cette entente. Nos voisins de la Pologne et des États baltes peuvent être assurés que nous avons toujours pris au sérieux leurs besoins en matière de sécurité et que nous continuerons de le faire. Oui, nous sommes prêts à développer une approche européenne commune à long terme vis-à-vis de la Russie. Mais nous ne le ferons pas au-dessus de la tête de nos voisins de l'Est. Mais avec toute leur expérience spécifique et leurs intérêts stratégiques légitimes. »²⁵

En conséquence Berlin a pris ses distances vis-à-vis de la Russie, réduit son dialogue politique avec Moscou et soutenu les sanctions édictées par l'UE. Une série d'événements ultérieurs, depuis l'interférence dans les

23. T. Enders, « Für eine realistische deutsche Russlandpolitik », *Neue Zürcher Zeitung*, 25 janvier 2022.

24. F.-W. Steinmeier, « Breaches and Bridges – German Foreign Policy in Turbulent Times », Discours du ministre des Affaires étrangères allemand, Hamburg City Hall, 27 juin 2016.

25. Discours du ministre des Affaires étrangères Heiko Maas au Forum de politique étrangère de Berlin de la Fondation Körber, 26 novembre 2019.

élections de 2017, l'assassinat d'un opposant tchétchène sur son territoire ou l'empoisonnement d'Alexeï Navalny n'ont pas contribué à arranger la situation²⁶.

Au niveau européen, les ministres des Affaires étrangères adoptaient en mars 2016, les lignes directrices sur les relations avec la Russie. Ce cadre commun posait le principe selon lequel la mise en œuvre de l'accord de Minsk dans son intégralité, constitue un préalable à toute modification de la position de l'UE vis-à-vis Moscou. Il préconisait en outre un renforcement de la résilience de l'UE en matière de sécurité énergétique, de cyber et de sécurité de l'information, principes qui n'ont rien perdu de leur pertinence à l'aune de la crise actuelle et dont le faible niveau de mise en œuvre renvoie à l'absence d'unité de l'UE, face aux choix nationaux qui ont été faits, y compris en Allemagne.

Le débat actuel sur la crise ukrainienne s'inscrit, *nolens volens, parmi* les invariants de la politique étrangère de la République fédérale, fondée sur la retenue, la délibération et la négociation pacifique.

« Les Allemands ne croient pas que parler lors de tables rondes résout tous les problèmes, mais ils ne pensent pas non plus que tirer le fusil fasse. Le bilan mitigé des interventions militaires étrangères au cours des vingt dernières années ajoute un motif de prudence supplémentaire. [...] Cela ne signifie pas que l'Allemagne surcompense son passé belliqueux. L'Allemagne s'efforce de concilier les leçons de l'histoire avec les défis d'aujourd'hui. L'Allemagne continuera à définir sa position internationale principalement en termes civils et diplomatiques et n'aura recours à l'engagement militaire qu'après avoir pesé tous les risques et toutes les alternatives possibles. »²⁷

La lecture que donne Frank-Walter Steinmeier est confirmée par le refus de l'Allemagne d'intervenir en Irak en 2003 et en Libye en 2011. Par ailleurs, le bilan mitigé des récentes interventions militaires, en particulier l'engagement de la Bundeswehr en Afghanistan, conforte une grande partie des responsables politiques dans leur prudence quant à l'usage de la force.

Enfin, en considérant le temps long et l'histoire tumultueuse de ses relations avec la Russie, l'Allemagne a conscience que les périodes durant lesquelles elle a entretenu des relations conflictuelles avec la Russie ont toujours entraîné des conséquences désastreuses pour le pays. À l'inverse, quand les deux puissances se sont rapprochées, elles ont suscité l'inquiétude de leurs voisins en Europe, qui craignaient de devenir les victimes de cette entente. Ces craintes se sont parfois matérialisées, que ce soit à travers le traité de Rapallo en 1922, perçu en France comme la preuve de l'existence d'un agenda revanchiste de la part de l'Allemagne, ou encore

26. Dr. C. Stelzenmüller, « The Impact of Russian Interference on Germany's 2017 Elections », *Testimony before the U.S. Senate Select Committee on Intelligence*, mercredi 28 juin 2017.

27. F.-W. Steinmeier, « Germany's New Global Role », *Foreign Affairs*, juillet-août 2016.

le pacte de non-agression germano-soviétique de 1939, qui prévoyait le partage de la Pologne entre Berlin et Moscou. C'est là toute la difficulté et le paradoxe de cette relation germano-russe, qu'a rappelé l'historien Heinrich August Winkler :

« L'Allemagne ne doit plus jamais donner l'impression, comme elle l'a fait plusieurs fois dans son histoire, qu'elle cherche à s'entendre avec la Russie aux dépens des autres. »²⁸

Dans le contexte actuel, la crise russo-ukrainienne comprend une autre dimension, qui renforce le dilemme allemand : une rupture du dialogue avec Moscou, reviendrait à prendre le risque de pousser la Russie dans les bras de la Chine et de renforcer par là même un axe Moscou-Pékin, contraire aux intérêts allemands mais aussi européens.

28 H. A. Winkler, « Der falsche Charme der Schaukelpolitik », *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 3 février 2022.

Quels enseignements pour la politique étrangère allemande ?

Les évolutions du système international depuis la crise financière de 2008 ont modifié en profondeur l'environnement stratégique ainsi que les paramètres sur lesquels l'Allemagne a bâti sa stabilité politique, sa prospérité économique et son horizon stratégique. L'intensification de la compétition entre grandes puissances, États-Unis, Russie et Chine, va réduire la marge de manœuvre des puissances moyennes, qui seront invitées à choisir leur camp²⁹. Pour un pays comme l'Allemagne, qui avait réussi le tour de force de maintenir de bonnes relations avec chacun de ces pays, sur la base d'une forte intégration économique, cette évolution aura des conséquences profondes sur plusieurs volets de sa politique étrangère.

La question posée au travers de la crise russo-ukrainienne est celle de la pérennité de l'ordre international tel qu'il a été fondé en 1945, autour des principes d'intangibilité des frontières, de souveraineté, de non-recours à la force. Plus qu'un litige opposant la Russie à l'Ukraine, il s'agit d'un conflit aux conséquences globales, et qui illustre l'érosion de la règle au profit de la force dans les relations internationales. Aux yeux des Européens de l'Est, ce conflit ravive le spectre du retour au « concert des nations » en vigueur au XIX^e siècle. Moscou pourrait alors exercer un droit de regard sur l'évolution de ses voisins et ainsi consolider sa zone d'influence en Europe centrale et orientale. Pour les Européens la situation est délicate car ils n'ont pu empêcher l'érosion des accords régissant l'architecture de sécurité en Europe, à la disparition desquels ils ne se sont pas non plus préparés. Enfin, ils ne veulent pas se laisser entraîner dans un nouveau conflit asymétrique avec la Russie, qui pourrait durer dans le temps et prendre des formes variées³⁰.

Dans le contexte actuel, cette question entre en résonance avec d'autres acteurs dans d'autres régions du monde, en premier lieu la question de Taïwan et la politique de la Chine à l'égard de cet État. Au-delà de leurs différences, les Occidentaux savent que ce qui se joue en Ukraine aura un impact durable sur les rapports internationaux. Faut-il voir dans cette crise une tentative de la Russie de tester la détermination des États-Unis à

29. E. Brattberg, « Middle Power Diplomacy in an Age of US-China Tensions », *The Washington Quarterly*, printemps 2021.

30. J. Mankoff, « Russia in the Era of Great Power Competition », *The Washington Quarterly*, automne 2021.

s'engager aux côtés de leurs alliés européens et pour éprouver la solidité de cette alliance ? Enfin, quelles leçons la Chine va-t-elle retenir de cet épisode, au regard de ses propres intérêts³¹ ? Pékin sera-t-il conforté dans l'idée de consolider son alliance avec Moscou ?

La dimension transatlantique est essentielle pour Berlin. L'administration Trump avait dénoncé l'attitude de passager clandestin de l'Allemagne en matière de sécurité. L'administration Biden a donné des gages pour rallier l'Allemagne autour de son leadership.

À plus long terme, on ne voit pas comment l'on pourrait échapper à un débat sur la capacité des Européens à mieux partager les risques et les coûts de leur alliance avec Washington. Ce qui pourrait constituer une condition nécessaire à une amélioration substantielle des relations transatlantiques, surtout en cas d'alternance politique à Washington³², et *a fortiori* avec le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche. Un débat s'est engagé entre experts américains³³, relatif à l'impact de la crise russo-ukrainienne sur le redéploiement américain vers l'Asie et à l'importance qu'il convient d'accorder à l'Europe. Dans ce contexte, la pression tant américaine qu'otanienne sur l'Allemagne va augmenter, afin de l'amener à augmenter significativement ses dépenses en matière de défense et d'améliorer le niveau de disponibilité opérationnelle de ses forces. En conséquence cela pourrait conduire à un nouveau partage des rôles entre Américains et Européens, afin de renforcer la contribution de ces derniers, pour assurer la paix et la stabilité dans leur voisinage. Reste à savoir comment se répartira cet effort européen supplémentaire entre l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) et l'UE et quel en sera l'impact sur le projet d'autonomie stratégique européenne.

L'Allemagne, avec son modèle de croissance extraverti basé sur le commerce a été le grand bénéficiaire de la mondialisation, même si ses succès ne doivent pas masquer une érosion de sa position relative : la part de l'Allemagne dans les exportations mondiales était plus faible en 2014 qu'en 2004, et plus faible qu'au moment de la réunification allemande³⁴. Confrontée à une mondialisation en recul, la puissance de son économie d'exportation, qui a fait le succès économique de l'Allemagne, devient son talon d'Achille, lorsque l'intégration des chaînes de valeur est remise en cause et que s'engage une compétition mercantiliste pour l'accès à la technologie. S'impose désormais à Berlin la nécessité de traiter les

31. L. Wei, « Beijing Weighs How Far to Go in Backing Putin on Ukraine », *Wall Street Journal*, 16 février 2022.

32. J. Lindley-French, « Does America (Still) Want to Lead the Free World? », disponible sur : <https://lindleyfrench.blogspot.com/>.

33. E. A. Colby, *The Strategy of Denial: American Defense in an Age of Great Power Conflict*, New Haven, Yale University Press, 2021. Voir aussi A. A. Michta, « Ukraine Proves 'Asia Vs. Europe' Is A False US Foreign Policy Choice », 17 février 2022, disponible sur : www.19fortyfive.com.

34. F.-W. Steinmeier, « Germany's New Global Role », *Foreign Affairs*, juillet-août 2016.

implications géoéconomiques de ses relations commerciales et d'investissement dans le monde en particulier vis-à-vis de la Russie et de la Chine. C'est un moment délicat pour un pays qui engage son économie dans une transition énergétique sans précédent tout en dépendant du gaz russe comme énergie de transition, alors même que ses grandes entreprises ont misé sur la Chine pour assurer leur développement³⁵. La décision de sortir du nucléaire et de renoncer au charbon, place le pays dans une situation de dépendance accrue au gaz russe. Or, ce qui était une « interdépendance » devient de plus en plus une « dépendance » : la Russie ne manque pas de clients et les interconnexions en cours permettront aux champs sibériens occidentaux d'exporter bientôt vers la Chine³⁶.

Les gouvernements précédents ont laissé se perpétuer voire s'approfondir ces dépendances. Pendant ce temps, la Chine et la Russie utilisent leur influence pour poursuivre, de manière de plus en plus ouverte, un programme géopolitique contraire aux intérêts européens : en favorisant la division des États membres, comme l'a fait Moscou en concluant un accord gazier à un tarif préférentiel la Hongrie de Viktor Orban ; en recourant à la coercition, comme l'illustrent les représailles chinoises contre la Lituanie, coupable aux yeux de Pékin de ne pas avoir respecté les lignes rouges de la diplomatie chinoise sur la question de Taïwan. En cas de crise, Moscou et Pékin misent sur le fait que l'Allemagne évitera *in fine* la confrontation et donnera la priorité à ses intérêts économiques par rapport à des objectifs stratégiques plus larges³⁷.

En troisième lieu, la nécessité de combler certains déficits en matière de résilience, pour contrer des activités déstabilisantes et d'influence conduites contre ses intérêts, à travers le contre-espionnage, la cyber défense, ou encore la régulation financière à l'aune des leçons du scandale Wirecard³⁸. À une époque caractérisée par la concurrence des grandes puissances, où les risques de confrontation directe sont réduits, l'emploi par la Russie d'instruments de puissance et la capacité à influencer les débats politiques au sein d'États rivaux sont des atouts non négligeables. Dans une plus large mesure que la Chine, l'Iran ou d'autres puissances rivales, l'emploi par la Russie de moyens d'influence repose sur une compréhension sophistiquée du fonctionnement des grandes démocraties, en intégrant l'importance des clivages ethnoculturels et l'attrait de l'argent et de la corruption³⁹.

35. M. Krpata, « L'automobile, talon d'Achille de l'industrie allemande ? », *Études de l'Ifri, Ifri*, mars 2021.

36. S. Audrand : « Avec le gaz, l'Europe s'est enfermée dans une dépendance à la Russie », *Novethic*, disponible sur : www.novethic.fr.

37. N. Barkin, « Watching China in Europe », *German Marshall Fund*, février 2022.

38. B. Weiguny, « Das Schattenreich des Jan Marsalek », *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 5 septembre 2020.

39. Jeffrey Mankoff, « Russia in the Era of Great Power Competition », *The Washington Quarterly*, automne 2021.

Le prix de l'indépendance

Comme le résumait Thierry de Montbrial, « entre élargir ses relations avec Moscou et Pékin ou renforcer sa dépendance envers Washington, l'Allemagne est face à un dilemme déterminant pour l'avenir de l'Europe⁴⁰ ». Pour ne pas s'enfermer dans ce dilemme, le défi pour Berlin est considérable.

La question de la valorisation et de l'adaptation de son outil militaire d'abord pour renforcer les options à la disposition du gouvernement allemand, mais aussi sa posture diplomatique.

À l'aune de cette crise, l'activisme déployé par le Royaume-Uni constitue un bel exemple de diplomatie d'influence⁴¹. Londres accorde tout à la fois des livraisons d'armes à Kiev, contribue à l'entraînement des forces terrestres et navales ukrainiennes, et tente de constituer une alliance de pays déterminés à tenir un langage de fermeté à Moscou. À travers ces initiatives, Londres a acquis une stature et une crédibilité importantes sur les questions sécuritaires vis-à-vis des pays d'Europe centrale et orientale, malgré le Brexit. Par ce biais, Londres contribue à réduire l'influence de Paris et Berlin vis-à-vis de leurs partenaires européens et renoue avec sa politique traditionnelle de division sur le continent. Ce qui conforte par là même le primat absolu de l'OTAN, par rapport à tout projet d'autonomie stratégique européenne

En l'état actuel, le programme de la coalition limite les évolutions possibles sur le plan militaire :

- ▀ Il privilégie une approche globale de la sécurité, combinant un travail politique, une aide humanitaire et en matière de développement, une coopération économique, mais aussi des opérations militaires. Pour cela, la coalition prévoit de consacrer 3 % du produit intérieur brut (PIB) à l'action internationale, qui regroupe les budgets des affaires étrangères, de la défense et du développement.
- ▀ L'usage de la force militaire reste le moyen ultime. Les déploiements armés de la Bundeswehr à l'étranger doivent s'inscrire dans un système de sécurité collective mutuelle fondé sur la Loi fondamentale et le droit international.

40. T. de Montbrial, « Face à la volonté américaine de contrer la Chine, l'Allemagne devra faire de vrais choix », *Le Monde*, 13 avril 2021.

41. J. Rogers, « Is Britain Now Ukraine's Closest Ally? », *The Kyiv Independent*, 20 janvier 2022.

- ▀ Chaque déploiement de la Bundeswehr doit être précédé d'un examen critique du contenu, ainsi que de l'élaboration d'éventuelles stratégies de sortie.
- ▀ La coalition s'engage en faveur d'une politique restrictive en matière d'exportation d'armements, et souhaite fixer des règles plus contraignantes à travers un règlement européen, ce qui ne manquera pas de compliquer les choses dans le cas de programmes d'armement conjoints, comme en témoignent les discussions difficiles avec la France pour élaborer un cadre commun⁴².

L'Allemagne aurait besoin de conduire un débat public sur l'adaptation de sa politique de sécurité dans un ordre mondial en transformation⁴³. Ce qui supposerait que des acteurs politiques posent les termes du débat autour des changements nécessaires dans la politique étrangère et de sécurité, afin de surmonter les contradictions croissantes entre l'ambition de rester une grande puissance technologique et économiquement prospère, mais géopolitiquement insignifiante, avec des capacités d'intervention militaire réduites et dont le niveau de disponibilité opérationnelle est faible.

Un certain nombre de travaux prévus dans le contrat de coalition fourniront des occasions d'en débattre. La définition d'une stratégie nationale de sécurité tout d'abord, qui permettra d'adopter une approche beaucoup plus intégrée et horizontale des défis et menaces à la sécurité pour l'Allemagne. Cette stratégie devrait être complétée par d'autres documents portant sur des approches thématiques ou régionales, notamment pour ce qui concerne la Chine.

Même s'il est prêt à fournir des efforts sur le plan militaire, le gouvernement allemand et une large part de l'opinion, sont convaincus que le développement de l'Allemagne et sa capacité à jouer un plus grand rôle en Europe et dans le monde dépendent de sa puissance économique et de sa capacité à la préserver.

La priorité du programme de la coalition feu tricolore est l'urgence climatique, ce qui implique d'engager l'Allemagne dans un cycle de modernisation vers « une économie sociale et écologique de marché ». La nouvelle coalition se fixe pour objectif d'atteindre la neutralité carbone pour 2045, avec un objectif intermédiaire pour 2030, qui consiste à produire 80 % de l'électricité à partir de sources renouvelables, contre 50 % aujourd'hui. Dans ce domaine, l'un des principaux défis pour l'Allemagne réside dans la capacité de son économie à développer les nouvelles technologies et les réseaux, qui lui permettront d'atteindre ses objectifs.

42. D. Puhl, « La coopération en matière d'armement entre la France et l'Allemagne, une entente impossible ? », *Visions franco-allemandes*, n° 31, novembre 2020.

43. S. Gabriel, *Mehr Mut! Aufbruch in ein neues Jahrzehnt*, Fribourg-en-Brisgau, Herder, 2020.

Comme le soulignait le programme des Verts, les industries automobile et chimique ainsi que la construction mécanique ont été les piliers du succès de l'économie allemande au cours des dernières décennies, mais ces secteurs doivent se réinventer pour relever les défis du XXI^e siècle. Ce cycle de modernisation ambitieux contribuera donc à assurer la compétitivité à long terme du site de production allemand et à surmonter certaines de ses faiblesses structurelles, telles que la dépendance importante envers les combustibles fossiles, ou encore une spécialité productive marquée par le poids des industries traditionnelles. La question qui se pose au travers de la crise russo-ukrainienne est de savoir si et comment ce pari audacieux sera impacté dans son calendrier et ses modalités.

L'Allemagne, puissance géoéconomique malgré elle ?

La réussite de la transition dans laquelle l'Allemagne a engagé le site de production allemand est un enjeu clé, afin de préserver la prospérité du pays et la compétitivité de son industrie.

L'un des principaux défis sera de prendre conscience de la triple concurrence économique, géopolitique et géoéconomique à laquelle elle est exposée et d'adapter ses instruments afin de préserver son autonomie d'action et ses intérêts économiques dans le cours de cette transition.

La compétition économique s'organise autour de l'idée que les marchés d'avenir seront neutres sur le plan climatique. Les États-Unis se sont engagés dans cette transition, et la Chine en a fait un des vecteurs de sa transformation industrielle. La mutation industrielle allemande permettrait ainsi d'empêcher la délocalisation de pans entiers de l'industrie, notamment dans les branches à forte intensité énergétique (chimie lourde, métallurgie, etc.). La dimension géoéconomique et géopolitique porte sur l'accès aux technologies et matières premières, qui seront nécessaires à la double transition. L'Allemagne, comme le reste de l'Europe, doit veiller à réduire les vulnérabilités qui s'attachent aux dépendances ainsi créées.

L'évolution conflictuelle des relations entre les États-Unis et la Chine pourrait gravement affecter le cadre multilatéral en matière d'accès aux technologies, en favorisant le techno-nationalisme⁴⁴, une vision mercantiliste de la technologie, centrée sur le contrôle des technologies émergentes et fondatrices. Cela pourrait devenir un problème majeur pour l'industrie européenne, en sa qualité de fabricant, d'exportateur et de client.

Enfin, compte tenu de l'ambition affichée par le nouveau gouvernement allemand en matière de protection des droits de l'homme, la prise en compte de cette dimension dans des domaines autres que les ventes d'armes sera essentielle. Comme l'a illustré le débat sur la 5G en Allemagne⁴⁵, il est nécessaire de se doter d'une structure interministérielle capable de gérer une question horizontale qui par nature échappe au fonctionnement en silo des structures ministérielles allemandes et permette d'arbitrer entre les dimensions économiques, diplomatiques et stratégiques

44. A. Capri, « Techno-Nationalism: The US-China Tech Innovation Race », Heinrich Foundation, août 2020.

45. N. Barkin, « A Vulnerable Germany Finds It Hard to Say No to China », *Berlin Policy Journal*, 9 septembre 2019.

d'une question. Ce qui prend une importance considérable au sein d'une coalition à trois partis, et rend la coordination interministérielle d'autant plus indispensable.

Dans ce domaine, le Japon pourrait faire figure de modèle pour l'Allemagne au travers des réformes adoptées à petit bruit ces dernières années, dans sa tentative de trouver des réponses institutionnelles et opérationnelles aux défis qu'il rencontre dans sa relation avec la Chine⁴⁶. Au regard de sa culture économique et stratégique le Japon présente de nombreuses similitudes avec l'Allemagne, ce qui rend la comparaison pertinente.

Ces réformes ont été introduites par le gouvernement de Shinzo Abe, en parallèle de la restructuration de l'appareil sécuritaire du pays. Elles contribuent à préparer le Japon aux nouveaux défis de sécurité du XXI^e siècle, liés à l'émergence de l'économie numérique, de la connectivité, la rivalité entre grandes puissances et la lutte d'influence entre systèmes libéraux et autoritaires⁴⁷.

À travers cette démarche, un certain nombre de points retiennent l'attention par rapport à l'Allemagne :

- Le développement d'un appareil administratif dédié aux questions de souveraineté économique ainsi que d'une approche doctrinale, afin de se doter d'une stratégie comprenant des volets défensifs et offensifs.
- L'importance d'assurer un contrôle des technologies émergentes, qui échappent à la classification des équipements à double-usage et nécessitent une approche particulière, afin de prévenir des transferts illicites ou des acquisitions non voulues d'entreprises dans ces secteurs. Cela nécessite en particulier une bonne connaissance des structures et stratégies développées par la Chine pour obtenir l'accès à ces technologies et entreprises.
- Les efforts pour réduire les dépendances vis-à-vis de la Chine, qui est devenue en 2007 le premier partenaire commercial du Japon, en passant devant les États-Unis. Selon les estimations, le Japon était dépendant vis-à-vis de la Chine pour plus de 700 produits importés au début des années 2000. Une action énergique, conduite par le ministère de l'Économie, du Commerce et de l'Industrie (METI) depuis 2010, a contribué à réduire significativement ces dépendances⁴⁸.

46. N. Barkin, « Germany Can Learn from Japan's China Strategy », *Foreign Policy*, 16 novembre 2021.

47. Ak. Igata et B. Glosserman, « Japan's New Economic Statecraft », *The Washington Quarterly*, vol. 44, n° 3, 2021.

48. *Ibid.*

Conclusion

Dans quelle mesure les crises récentes, que ce soit la crise migratoire, la pandémie de coronavirus, et enfin les derniers développements de la crise russo-ukrainienne ont contribué à une prise de conscience partagée en Allemagne et en Europe de la nécessité de développer un nouveau langage en matière de puissance, de stratégie et de géopolitique ?

Au niveau de l'UE, la capacité à désamorcer les tensions dans son voisinage et à améliorer la sécurité régionale sera le test ultime de son ambition de devenir une puissance géopolitique. Comme l'a reconnu le Haut-Représentant de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, « l'élaboration de la politique étrangère de l'UE est toujours un travail en cours et le sera encore longtemps parce que les Européens ne partagent pas la même vision du monde⁴⁹ ». Le cap dépendra aussi des conséquences de la pandémie sur la situation économique et de l'arbitrage politique qui sera fait sur les dépenses de défense⁵⁰. La crise russo-ukrainienne introduit une dimension supplémentaire, à savoir comment se répartira cet effort européen supplémentaire entre l'OTAN et l'UE, et l'impact qu'aura cette crise sur le projet d'autonomie stratégique européenne. Sur ces points les choix qui seront faits par l'Allemagne seront déterminants.

La coalition réaffirme la vocation européenne d'une Allemagne enracinée dans « le projet historique de paix et de liberté⁵¹ » qu'est l'UE. Dans un monde marqué par l'incertitude et la rivalité entre systèmes politiques concurrents, le Parti social-démocrate d'Allemagne (SPD), les Verts et le Parti libéral-démocrate (FDP) affirment leur intention de renforcer la souveraineté européenne dans des domaines stratégiques, tels que l'approvisionnement énergétique, la santé, les importations de matières premières et le numérique. L'UE devrait ainsi renforcer sa capacité à agir, se rendre moins dépendante et vulnérable vis-à-vis du reste du monde, sans pour autant s'isoler.

Reste à mettre en œuvre cette ambition, en surmontant les différences de choix en matière énergétique et technologique entre États membres et au regard de leurs conséquences géoéconomiques.

49. M. Peel et B. Hall, « EU's Neighborhood in Flames, Warns Foreign Policy Chief », *Financial Times*, 14 septembre 2020.

50. É.-A. Martin, « COVID-19 Reveals Europe's Strategic Loneliness », *IAI Papers 20-40*, novembre 2020.

51. « Oser plus de progrès », contrat de coalition 2021-2025 entre le SPD, le FDP et les Verts, décembre 2021.

In fine la question est de savoir comment l'Allemagne saura concilier ses spécificités, ses inhibitions, et son ambition économique-technologique pour rester « un leader responsable, faisant preuve de retenue, guidé en premier lieu par ses instincts européens⁵² ». Ce faisant, elle aura besoin de partenaires sur lesquels s'appuyer, afin d'assurer un partage du fardeau, qu'elle ne pourra endosser seule. Comment se positionnera la France, à l'issue du cycle électoral de 2022 : sera-t-elle *le partenaire* de référence ou plus simplement *l'un de ses partenaires* ?

52. F.-W. Steinmeier, « Germany's New Global Role », *Foreign Affairs*, juillet-août 2016.

Les dernières publications du Cerfa

- C. Defrance et T. Herrmann, [Société civile franco-allemande : enjeu et acteur des relations bilatérales. Bilan et perspectives après la signature du traité d'Aix-la-Chapelle](#), *Visions franco-allemandes*, n° 32, décembre 2021
- É. A. Martin et Marie Krpata, « [Le dilemme des puissances moyennes : Comment AUKUS a remodelé le potentiel d'une coopération E3 dans l'Indo-Pacifique](#) », *Notes du Cerfa*, n° 166, octobre 2021.
- P. Maurice, « [Une Allemagne en mutation : Le système des partis à l'épreuve des élections fédérales de 2021](#) », *Briefings de l'Ifri*, octobre 2021.
- A. Schlegel et A. Ziai, « [La politique africaine de l'Allemagne : vers la reconduction d'un modèle de coopération asymétrique ?](#) », *Études de l'Ifri*, septembre 2021.
- M. Öhm, « [La coopération allemande pour le développement : vers une évolution géopolitique ? Histoire récente, tendances actuelles et perspectives d'avenir](#) », *Notes du Cerfa*, n° 165, juillet 2021.
- É. Dubslaff, « [Le SPD entre réorientations programmatiques et permanence politique ?](#) », *Notes du Cerfa*, n° 164, juillet 2021.
- W. Zellner, « [L'importance de l'OSCE dans la diplomatie allemande](#) », *Notes du Cerfa*, n° 163, juillet 2021.



27 rue de la Procession 75740 Paris cedex 15 – France

Ifri.org